

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mardi 28 août 2007

Nombre de conseillers

En exercice : **23**
Présents : **15**
Votants : **19**

Date de réunion

28/08/2007

Date de convocation

21/08/2007

Date d'affichage

07/09/2007

Le **28/08/2007** à 20h30, les membres du conseil municipal de la commune de Viry convoqués conformément aux articles L. 2121-10 à L. 2121-12 du Code général des collectivités territoriales, se sont réunis en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M Jean-Pierre BUET, Maire.

Présents : M. Jean-Pierre BUET, Maire, Mmes Fernande BOUILLARD, Martine DERONZIER, Mrs André BONAVENTURE, Gilles DECARRE, Pierre SAUTIER, adjoints, Mmes Véronique BETEMPS, Marie-Hélène CHALUT, Anne SERTELON, Mrs Jérôme ANDREANI, Claude DURAND, Serge GRY, Jean MENU, Claude PIACENTINI, Alain TREMBLAIS, conseillers, formant la majorité des membres en exercice, le conseil étant composé de vingt-trois membres.

Procuration(s) : Geneviève DEPRES à Jean-Pierre BUET, Maryline BURRIN à Fernande BOUILLARD, Lucien BARBIER à Pierre SAUTIER, Damien PERREARD à Martine DERONZIER.

Absent(s) : Mmes Laurence BAZIN, Maryline BURRIN, Nicole CHEVALLAY, Geneviève DEPRES, Jocelyne VINCENT, Lucien BARBIER, Raymond NOVI, Damien PERREARD.

Secrétaire de séance : Alain TREMBLAIS

Le compte-rendu du Conseil Municipal du 05 juillet 2007 est entériné à l'unanimité.

M. le Maire propose d'ajouter à l'ordre du jour le point n°19 « ZAC des Grands Champs Sud – Vente lot n°7 – Café Distrib » - Accord à l'unanimité

1 ZAC DES GRANDS CHAMPS SUD – Vente lot n°8 – Gandy

Messieurs GANDY souhaitent établir leurs entreprises de marbrerie et plomberie dans la ZAC des Grands Champs Sud. Pour réaliser leur projet, ils auraient besoin d'acquérir une parcelle d'environ 4 000 m².

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide de vendre à Messieurs GANDY, le lot n°8 d'une surface d'environ 4 000 m² au prix de 27 € H.T. le m². Le cahier des charges de cession, ainsi que ses annexes, relatifs à cette vente sont approuvés et M. le Maire est autorisé à signer l'acte de vente à venir.

2 ZAC DES GRANDS CHAMPS SUD – Vente lot n°9 – Gojon

Monsieur GOJON souhaite établir son entreprise de travaux publics dans la ZAC des Grands Champs Sud. Pour réaliser son projet, il aurait besoin d'acquérir une parcelle d'environ 4 000 m².

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide de vendre à l'entreprise GOJON TP, le lot n° 9 d'une surface d'environ 4 000 m² au prix de 27 € H.T. le m². Le cahier des charges de cession, ainsi que ses annexes, relatifs à cette vente sont approuvés et M. le Maire est autorisé à signer l'acte de vente à venir.

3 ZAC DES GRANDS CHAMPS SUD – Vente lot n°6 – Sahin

Monsieur SAHIN souhaite établir son entreprise de maçonnerie dans la ZAC des Grands Champs Sud. Pour réaliser son projet, il aurait besoin d'acquérir une parcelle d'environ 5 000 m².

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide de vendre à l'entreprise SAHIN, le lot n°6 d'une surface d'environ 4 992 m² au prix de 27 € H.T. le m². Le cahier des charges de cession, ainsi que ses annexes, relatifs à cette vente sont approuvés et M. le Maire est autorisé à signer l'acte de vente à venir.

4 PRESBYTERE – Baux de location « Boulanger » et « Zanatta »

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que lors du conseil municipal du 5 juillet dernier trois appartements ont été attribués. Il convient aujourd'hui d'octroyer les deux derniers logements.

Compte-tenu des différentes demandes reçues, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de donner à bail :

- à Monsieur et Madame Thierry BOULANGER, employés communaux, l'appartement de type 4/5
- à Monsieur Philippe ZANATTA, entraîneur de football de Viry, l'appartement de type studio.

M. le Maire est autorisé à signer les baux de location correspondants

5 CESSION GRATUITE – LE FORT – Decarroux Albert et René

M. le Maire explique à l'assemblée que la Communauté de Communes du Genevois envisage de créer une antenne d'assainissement, le long de la route des Auges sur le hameau du Fort. Cette canalisation devant être située sur le domaine public, Messieurs Albert et René Decarroux acceptent de céder gratuitement à la commune, 376 m² pris sur leurs parcelles cadastrées section A, numéros 593, 570, 1634, 1635, 572, 573. La cession de ce tènement foncier est nécessaire au passage de ce réseau.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, accepte la cession gratuite de 376 m² sur les parcelles susnommées. Les frais de géomètre et les frais notariés seront pris en charge par la Commune et M. le Maire ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique à venir.

6 CESSION GRATUITE – LE FORT – M et Mme Fontaine Vive Curtaz et M et Mme Vasquez

M. BONAVENTURE, adjoint délégué à la voirie, explique à l'assemblée que dans le cadre de la régularisation du chemin Ste-Catherine situé au Fort, les familles Fontaine Vive-Curtaz et Vasquez proposent de céder gratuitement à la Commune le tènement foncier nécessaire au maintien de la largeur de la chaussée et à son aménagement.

M. et Mme Fontaine Vive Curtaz céderaient 34 m² pris sur leurs parcelles section A 545, 546, 547 et M. et Mme Vasquez donneraient 25 m² de leurs parcelles section A 1306.

Entendu l'exposé, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, accepte la cession gratuite des familles Fontaine Vive Curtaz pour 34 m² et Vasquez pour 25 m². Les frais de géomètre et de notaire seront pris en charge par la Commune et M. le Maire ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique à venir.

7 SERVITUDE DE PASSAGE – CHEMIN D'EXPLOITATION N°37 – Accès et passage des réseaux

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que la société Arve, représentée par M. Dalloux, a déposé un permis de construire afin de rénover un vieux bâti situé sur la parcelle ZE 395. Ce tènement foncier, identifié au P.L.U. au titre de l'article L 123.1.7., peut être rénové.

Dans le cadre de cette réhabilitation, la société Arve sollicite l'autorisation de passer une canalisation d'eau potable, afin de rejoindre le réseau existant, sur le chemin d'exploitation n°37. Il est également nécessaire d'inscrire dans l'acte notarié à venir que l'accès à cette parcelle se fera par le chemin d'exploitation n°37 – côté Montée du Fort.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise la société Arve, à passer une canalisation d'eau potable sur le chemin d'exploitation n°37. Afin de garantir l'accès à la parcelle ZE 395, il est nécessaire d'inscrire dans l'acte de vente, une servitude de passage sur le chemin d'exploitation n°37 avec accès côté Montée du Fort.

8 AUTORISATION D'URBANISME – PARCELLE B 2205 – Autorisation de déposer un permis de construire

M. le Maire rappelle à l'assemblée que lors du conseil municipal du 16 janvier dernier, le bâtiment communal désaffecté, situé route de Sézegnin, appelé couramment « douane de Malagny » a été vendu à M. et Mme Mourad TEGUIA. Ces derniers ont déposé un projet de permis de construire portant sur deux maisons d'habitation. Il convient aujourd'hui de les autoriser à déposer le permis de construire correspondant. Il est également nécessaire d'inscrire dans l'acte notarié à venir que l'accès à la parcelle B n°2205 se fera par la parcelle communale B 2206.

Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise M. et Mme Mourad TEGUIA à déposer une demande de permis de construire sur la parcelle B 2205. Afin de garantir l'accès à la parcelle B 2205, il est nécessaire d'inscrire dans l'acte de vente à venir, une servitude de passage sur la parcelle B 2206.

9 AUTORISATION D'URBANISME – EHPAD LES OMBELLES – Autorisation de déposer un permis de construire

Mme BOUILLARD, adjointe déléguée aux affaires sociales, présente le projet d'extension de la maison de retraite. Cet agrandissement permettra d'augmenter la capacité d'accueil des personnes âgées dépendantes au sein de cette structure. Cette extension sera réalisée sur les parcelles communales section D n° 69, 1178, 1248, 1249, 1252, 1253, 1254, 1278. Il est demandé à l'assemblée d'autoriser M. le Maire - Président du Centre Communal d'Action Sociale - à déposer la demande de permis de construire sur ces parcelles.

Le conseil municipal, à l'unanimité, accepte le passage des réseaux et l'accès sur les parcelles susnommées et autorise M. le Président du C.C.A.S. ou son représentant à déposer la demande de permis de construire relatif à l'extension de l'E.H.P.A.D. « Les Ombelles » sur les parcelles appartenant à la commune.

10 INSTRUCTION DES ACTES D'URBANISME – Convention avec les services de l'Etat

La commune de Viry, le 20 mars 1984, a confié l'instruction des permis de construire, des permis de démolir et des permis d'aménagement aux services de l'Equipement de l'Etat.

La modification des lois d'urbanisme oblige à reprendre une convention conforme aux nouvelles prescriptions de l'ordonnance n°2005/1527 qui seront applicables au 1^{er} octobre 2007.

Le projet de convention présenté propose de confier l'instruction des permis de construire, des permis de démolir et des permis d'aménagement au service de la D.D.E., la commune de Viry gardant à sa charge l'instruction des déclarations préalables à l'édification de clôture et des certificats d'urbanisme.

L'assemblée, à l'unanimité, approuve la convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'instruction des actes d'urbanisme et autorise M. le Maire ou son représentant à la signer.

11 AUTORISATION D'URBANISME – Instauration de la déclaration préalable à l'édification de clôture

Dans le cadre de la réforme des autorisations d'urbanisme, applicable au 1^{er} octobre prochain, le conseil municipal, à l'unanimité, décide d'instaurer une déclaration préalable pour toutes édifications de clôture sur son territoire.

12 AUTORISATION D'URBANISME – Instauration du permis de démolir

Toujours dans le cadre de cette réforme, M. le Maire explique que le Plan Local d'Urbanisme de la commune définit des zones soumises au permis de démolir (zones répertoriées sous l'article L 123.1.7°.) Il précise qu'il appartient à l'assemblée de délibérer pour le maintien, ou non, des demandes de permis de démolir.

Le conseil municipal décide, à l'unanimité, que soit maintenue cette obligation.

13 PROCEDURES D'ACHAT PUBLIC DEMATERIALISEES – Avenant n°1

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que lors du conseil municipal du 14 février 2006, il a été conclu avec la Communauté de Communes du Genevois, une convention relative à la mise en place d'une plate-forme de dématérialisation des marchés publics. Suite à une modification des tarifs concernant l'utilisation de cette plate-forme, il est nécessaire de passer un premier avenant à la convention de financement.

La Communauté de Communes du Genevois paye le prestataire pour toutes les procédures mises en ligne sur la plate-forme de dématérialisation et refacture aux collectivités les prestations au prix coûtant :

- les procédures formalisées (30 € H.T. l'unité)
- les procédures adaptées sans procédure de réponse électronique ou avec procédure de réponse non utilisée : gratuite.
- les procédures adaptées avec procédure de réponse électronique utilisée : 20 € H.T. l'unité.

Le nouveau tarif sera appliqué pour les procédures passées du 15/04/07 au 30/04/08 et la facturation, basée sur le nombre de procédures mises en ligne, interviendra à la fin de l'année 2007 et courant 2008.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve l'avenant n°1 présenté et autorise M. le Maire à le signer.

14 COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GENEVOIS – Règlement des ordures ménagères

L'assemblée, à l'unanimité, approuve le nouveau règlement de collecte des ordures ménagères proposé par la Communauté de Communes du Genevois, gestionnaire de cette compétence.

15 COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GENEVOIS – Approbation rapports d'activité 2006

Le conseil municipal prend connaissance des rapports d'activité 2006 de la Communauté de Commune du Genevois

- Gestion de l'alimentation en eau potable ;
- Prix et qualité du service public d'élimination des déchets ;
- Assainissement ;
- Assainissement non collectif.

16 M.J.C. – Remboursement des actions avril-juin 2007

Dans le cadre du Contrat « Enfance et Jeunesse », le conseil municipal, à l'unanimité, décide de verser à la M.J.C. la somme de 189,49 € en remboursement des actions menées d'avril à juin 2007.

17 PERSONNEL COMMUNAL – Suppressions et créations de postes

M. le Maire explique à l'assemblée que la réorganisation des services scolaires et de police municipale nécessite les modifications des postes de travail suivantes :

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Décide de supprimer, à compter du 1^{er} septembre 2007 :
 - un poste d'adjoint technique 2^{ème} classe, à temps non complet de 12,5/35^{ème},
 - un poste d'ASEM 2^{ème} classe à temps non complet de 28,81/35^{ème},
 - un poste de brigadier de police municipale à temps complet.

- Décide de créer, à compter du 1^{er} septembre 2007 :
 - un poste d'adjoint technique 2^{ème} classe à temps non complet de 13,83/35^{ème},
 - un poste d'ASEM 2^{ème} classe à temps non complet de 31,01/35^{ème},
 - un poste de brigadier chef principal à temps complet.

18 ZAC GRANDS CHAMPS SUD – Attribution du marché de travaux

M. le Maire précise que dans le cadre du marché négocié relatif aux travaux d'aménagement de la ZAC des « Grands Champs Sud », la commission d'appels d'offres a retenu la proposition du groupement d'entreprises « BESSON / SGREG » pour l'ensemble des lots, pour un montant de 2 085 613 € HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, prend acte de la décision de la commission d'appels d'offres et autorise M. le Maire, ou son représentant, à signer les marchés correspondants.

19 ZAC DES GRANDS CHAMPS SUD – Vente lot n°7 – Café Distrib

M. Dutoit souhaite établir son entreprise de distribution de boissons « Café Distrib » dans la ZAC des Grands Champs Sud. Pour réaliser son projet, il aurait besoin d'acquérir une parcelle d'environ 2 000 m².

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide de vendre à l'entreprise « Café Distrib », le lot n°7 d'une surface d'environ 2 000 m² au prix de 27 € H.T. le m². Le cahier des charges de cession, ainsi que ses annexes, relatifs à cette vente sont approuvés et M. le Maire est autorisé à signer l'acte de vente à venir.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h00.

Le Maire

Signé

Jean-Pierre BUET